

tandis que l'Allemagne, qui a toujours été en vedette dans le concert européen et aux divers congrès de la paix depuis plus de deux siècles, n'est pas représentée au présent congrès. Le Canada y assiste pour la première fois et sa voix est écoutée dans les délibérations sur le rétablissement de la paix et de gouvernements stables dans tout l'univers.

Vivant sous un gouvernement qui se maintenait par la force militaire, le peuple allemand ne pouvait pas comprendre un gouvernement reposant sur un principe différent; et lorsque la guerre a éclaté, il s'attendait à voir crouler l'empire anglais, car il savait que la mère patrie aurait une formidable lutte à soutenir en Europe. Il caressait l'espoir que les dominions profiteraient de l'occasion pour se détacher de l'Angleterre et déclarer leur indépendance. L'esprit allemand ne concevait pas le principe de la liberté, ni l'attachement qui en découle. Depuis cinquante ans, au fur et à mesure que grandissait notre autonomie, la fidélité du peuple canadien s'est raffermie de plus en plus et à l'issue de la guerre, les liens entre le Canada, les autres dominions et la métropole étaient plus forts qu'à tout autre époque de notre histoire. Les annales de ces deux pays nous apprennent que plus grande est la liberté compatible avec l'unité, plus forte est la fidélité, plus il y a de chances de stabilité pour l'empire dont nous formons partie.

Dans le discours qu'il a prononcé, en prenant part à cette discussion, l'honorable député de Kamouraska (M. Lapointe), a rappelé qu'à la conférence impériale de guerre de 1917, on avait adopté une résolution décrétant que la question de tout changement dans les relations des différentes parties de l'empire resterait en suspens jusqu'après la guerre. Il est parti de là pour laisser entendre qu'une certaine attitude prise par le cabinet impérial de guerre ou par la conférence impériale de guerre, l'an dernier, indiquait qu'on s'était éloigné de ce principe et qu'on avait agi de façon à mettre en péril l'autonomie constitutionnelle du Canada. Il a prétendu qu'on devait régler à Ottawa et non à Londres, les problèmes qui intéressent le Canada.

Un DEPUTE: Très bien.

L'hon. M. ROWELL: Nous souscrivons très cordialement à l'avis de l'honorable député. Mais mon honorable ami de Kamouraska a fait erreur lorsqu'il a supposé que les affaires du Canada se réglaient ailleurs qu'à Ottawa. Qu'on me permette de rappeler ce qui est arrivé lors des différen-

[L'hon. M. Rowell.]

tes réunions de la conférence impériale et du cabinet impérial de guerre. A la conférence tenue en 1897, la première à laquelle assista le très honorable sir Wilfrid Laurier, dont nous déplorons tous la mort, celui-ci posa en principe que le Canada était une nation et que son peuple devrait reconnaître cette vérité et réclamer les privilèges et les droits inhérents à ce titre de nation, de même que la population de la mère patrie devrait admettre cette prétention, en concédant au Canada les avantages d'une nation. J'ose croire qu'aucun acte de la vie de sir Wilfrid Laurier n'établit mieux que l'attitude qu'il a prise alors qu'il a prévu exactement l'avenir réservé au Canada. Peut-être avançait-il son temps, mais il est certain qu'il a prévu exactement notre position. En effet, je suis certain que nous reconnaissons tous que l'unité entre les différentes nations qui composent l'empire britannique est impossible, si elle ne repose pas sur l'égalité de ces pays au point de vue du droit et de la liberté.

Cette attitude, sir Wilfrid Laurier l'a maintenue durant toute sa carrière de premier ministre, et c'est encore celle qu'a soutenue avec autant d'énergie le premier ministre qui lui a succédé et qui est à la tête du Gouvernement.

L'hon. sir SAM HUGHES: Y eut-il depuis 1840 un temps où l'on a été d'un avis différent?

L'hon. M. ROWELL: Je puis simplement dire qu'en apparence, un grand nombre de personnes—je serais porté à croire que c'était l'opinion de la plus grande partie de la population, à l'origine—entretenait l'idée que le Canada était une colonie, une dépendance de la Grande-Bretagne, que nous n'occupions pas la situation d'une nation.

Qu'on me permette de tourner l'une des pages relativement reculées de notre histoire, pour faire saisir le contraste. A la conférence impériale de 1911, pour la première fois dans l'histoire de l'empire, les hommes d'Etat des colonies autonomes furent admis dans les conseils plus intimes de l'empire et écoutèrent une revue des affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Les événements qui se produisent aujourd'hui jettent un tel jour sur cette affirmation qu'on me pardonnera de citer un passage du discours que M. Asquith prononça à la clôture de cette conférence:

Messieurs, j'en reviens encore une fois à une question mentionnée par M. Fisher et sir Joseph Ward, que c'est aujourd'hui, la première fois—et cette conférence aura sa signification dans